



## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

### Règlement de la consultation

#### Pouvoir adjudicateur

---

**Agence de l'eau Rhin-Meuse**

Adresse : Chemin du Longeau BP 30019 57160 ROZERIEULLES

Téléphone : +33387344700

Télécopie : +33387604985

#### Objet de la consultation

---

### MARCHE D'EXPLOITATION, D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE-VENTILATION-CLIMATISATION

#### Date limite de remise des offres

---

**LUNDI 5 MAI 2025 à 16H00**

# Sommaire

<b>1.Objet du marché.....</b>	<b>3</b>
1.1 Forme du marché.....	3
1.2 Durée du marché – Reconduction – Délais d’exécution.....	3
1.3 Nomenclature communautaire pertinente.....	3
1.4 Conditions particulières d’exécution du marché – Insertion par l’activité économique :..	3
<b>2.Organisation de la consultation.....</b>	<b>4</b>
2.1 Procédure de passation.....	4
2.2 Dispositions relatives aux groupements.....	4
2.3 Variantes.....	4
2.4 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	4
2.5 Modification de détail au dossier de consultation.....	4
2.6 Délai de validité des offres.....	4
2.7 Visite des lieux d’exécution du marché.....	5
<b>3.Contenu du dossier de consultation.....</b>	<b>5</b>
<b>4.Retrait du dossier de consultation.....</b>	<b>5</b>
<b>5.Présentation des candidatures et des offres.....</b>	<b>6</b>
5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures.....	6
5.2 Éléments nécessaires au choix de l’offre.....	8
<b>6.Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché.....</b>	<b>10</b>
6.1 Jugement des candidatures.....	10
6.2 Jugement des offres.....	10
6.3 Attribution du marché.....	12
<b>7.Conditions d’envoi et de remise des candidatures et des offres.....</b>	<b>13</b>
<b>8.Renseignements complémentaires.....</b>	<b>14</b>

# 1. Objet du marché

La consultation a pour objet : **l'exploitation, la maintenance et l'entretien des installations de chauffage, de ventilation, de climatisation et de production d'eau chaude sanitaire de l'Agence de l'eau Rhin Meuse.**

## 1.1 Forme du marché

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots.

Les prestations donneront lieu à un marché unique.

Les raisons du non allotissement de la consultation sont les suivantes :

L'objet du présent marché public ne permet pas d'identifier des prestations rigoureusement distinctes. Par ailleurs, compte tenu de la nature du marché de l'énergie et du volume des prestations objet du marché, l'allotissement serait de nature à rendre le présent marché moins attractif ou financièrement plus coûteux.

Le présent marché ne fait pas non plus l'objet d'un fractionnement en tranches.

Toutefois, certaines prestations traitées à prix unitaires pourront faire l'objet d'un fractionnement en bons de commande conformément à l'annexe financière (annexe de l'Acte d'engagement) ; ces prestations seront exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins.

Le montant maximum des prestations à prix unitaire est fixé au CCAP.

## 1.2 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent au CCAP n° 25MA41019.

## 1.3 Nomenclature communautaire pertinente

La référence aux nomenclatures européennes (CPC / CPV) associées à la présente consultation est la suivante :

Prestations	Code et libellé
Prestations P1	03413000-8 * 71314000-2 * 71314200-4
Prestations P2	50721000-5 * 50720000-8
Prestations P3	45331100-7 * 45331000-6

## 1.4 Conditions particulières d'exécution du marché – Insertion par l'activité économique :

L'Agence de l'eau Rhin Meuse, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le présent marché, une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire du marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion sont précisées au CCAP.

## 2. Organisation de la consultation

### 2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'**appel d'offres ouvert** en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### 2.2 Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ Oui

☐ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ Oui

☐ Non

### 2.3 Variantes

La proposition de variante n'est pas autorisée.

### 2.4 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas prévu de PSE.

### 2.5 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

## 2.7 Visite des lieux d'exécution du marché

Les candidats devront obligatoirement procéder à une visite des lieux d'exécution du marché à la date suivante : **jeudi 17 avril 2025**.

Les candidats doivent prendre rendez-vous auprès de l'opératrice au 03.87.34.47.00

Le but de la visite est de permettre aux entreprises de compléter les imprécisions éventuelles du cahier des clauses particulières et de procéder à toutes estimations utiles de manière à écarter toute incertitude quant à l'étendue des prestations à fournir et/ou problématiques.

A l'issue de cette visite, une attestation sera remise à chaque candidat. Cette attestation de visite devra nécessairement être jointe à l'offre.

## 3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation et ses annexes (dont la trame de mémoire technique =TMT)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et annexes éventuelles
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et annexes :
  - Annexe 1 : Inventaire des installations
  - Annexe 2 : Gamme de maintenance
  - Annexe 3 : Températures de consignes
- L'annexe financière (annexe à l'acte d'engagement\*)

(\*) L'acte d'engagement sera envoyé uniquement à l'attributaire du marché.

## 4. Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard \*.zip (lisibles par Winzip, Quickzip) ;
- Adobe® Acrobat® \*.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader) ;
- \*.doc ou \*.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice) ;
- Rich Text Format \*.rtf ;
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer...).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer

un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

## 5. Présentation des candidatures et des offres

**Les candidats auront à produire les pièces, ci-dessous définies, rédigées en langue française.**

### 5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

#### 5.1.1 Situation juridique

- **Formulaire DC1 ou équivalent** : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- **Formulaire DC2 ou équivalent** : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- **Formulaire DC4 ou équivalent** : Déclaration de sous-traitance, le cas échéant

#### 5.1.2 Capacité

- **Références de service ou fournitures similaires** : présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- **Titre d'études et titres professionnels** : Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des personnes chargées de l'exécution des prestations ;
- **Déclaration d'effectifs** : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- **Liste des moyens techniques** : déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

#### 5.1.3 Respect des obligations en matière environnementale

- Respect de l'obligation de publication d'un **bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES)** pour toute entreprise de plus de 500 salariés en métropole ou plus de 250 salariés en outre-mer (article L229-25 du Code de l'environnement).

*L'acheteur se réserve le droit d'exclure un candidat soumis à cette obligation et qui n'y satisferait pas.*

Le candidat non soumis à cette obligation (par exemple : personne morale de droit privé employant moins de 500 personnes) remettra dans le cadre de son offre une attestation confirmant ne pas tomber sous le coup de cette obligation.

Il est précisé que les établissements (disposant d'un SIRET propre) faisant partie d'un groupe mais employant moins de 500 personnes ne sont pas concernées par cette obligation.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

#### Service DUME :

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les candidats postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera prérempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra :

- De bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- De bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

## 5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- **L'annexe financière, en version Excel** (*annexe à l'acte d'engagement*), dûment complétée ;
- Un **mémoire technique** dont le contenu est décrit dans le document *en annexe 2 au RC : "Trame de mémoire technique (TMT)"* ;
- **L'attestation de visite** ;
- Une **note détaillant la démarche RSE pour les prestations confiées**, notamment :
  - ✓ Le candidat décrit la politique de limitation d'émission de gaz à effet de serre applicable aux déplacements des personnes affectées à la réalisation des prestations objet du présent marché incluant :
    - 1- Mesures de limitation des déplacements ;
    - 2- Types de transport privilégiés ;
    - 3- Mesures d'aide mises en place pour les déplacements des collaborateurs mobilisés pour l'exécution du marché.
  - ✓ Le candidat décrit la démarche mise en œuvre pour alléger l'impact carbone des flux numériques objet du présent marché, incluant notamment les modalités de transmissions des documents proposées pour les prestations objet du présent marché (espace de travail collaboratif, etc.)
  - ✓ Le candidat décrit la démarche mise en œuvre pour favoriser, au sein de son organisation, la lutte contre la discrimination au travail et contre les risques



psycho-sociaux, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, les actions en matière de sécurité et qualité de vie au travail

✓ Utilisation de produits et de procédés écoresponsables

- Emploi de produits d'entretien écolabellisés et biodégradables.
- Mise en œuvre de procédures de nettoyage et de maintenance limitant la consommation d'eau et de produits chimiques.
- Propositions de mesure de réduction des déchets liés aux opérations d'entretien et valorisation des déchets produits (ex. : recyclage des filtres usagés).

✓ Gestion des déchets et recyclage

- Plan de gestion des déchets de maintenance (ex. : collecte et recyclage des filtres, huiles usagées, pièces de rechange).
- Engagement à utiliser des pièces détachées issues du réemploi lorsque cela est possible.

✓ Formation et sensibilisation du personnel

- Politique de sensibilisation des techniciens aux bonnes pratiques de maintenance écologique et aux nouvelles normes environnementales.
- Formation sur la manipulation et la récupération des fluides frigorigènes pour limiter leur impact sur l'environnement.
- Mise en place d'un référent environnemental pour assurer le suivi des engagements écologiques.

✓ Performance énergétique et réduction de l'empreinte carbone

- Optimisation des réglages pour réduire la consommation énergétique des équipements.
- Plan de maintenance préventive visant à prolonger la durée de vie des équipements et à éviter les pannes énergivores.
- Proposition de solutions pour améliorer l'efficacité énergétique des installations (ex. : mise en place de régulations intelligentes).
- Engagement à réduire les émissions de gaz à effet de serre via l'utilisation d'énergies renouvelables ou de systèmes plus performants.

✓ Modes d'intervention et suivi de la performance

- Mise en place d'un système de suivi et de reporting des consommations énergétiques et des émissions de CO<sub>2</sub>.
- Propositions d'amélioration continue basées sur un diagnostic environnemental régulier des installations.

***NB :** Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.*

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

## 6. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché

### 6.1 Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

### 6.2 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<b>Prix :</b> Définition et appréciation du critère : ce critère est noté selon la formule de notation : $\text{Note du Prix} = \left( \frac{\text{Montant total analysé en TTC de l'offre financière la plus basse}}{\text{Montant total analysé en TTC de l'offre financière examinée}} \right) \times 100$	40 %
<b>Valeur technique :</b> Définition et appréciation du critère : Critère noté sur 100 points, répartis comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Critère P1- 25 points</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Engagement énergétique (calcul réalisé grâce au NB de l'annexe financière) <b>10 points</b></li> <li>○ Engagement mixité (calcul réalisé grâce au pourcentage de mixité contractuelle) <b>5 points</b></li> <li>○ Engagement rendement système (calcul réalisé grâce au rendement système contractuel) <b>5 points</b></li> <li>○ Justification des différents engagements énergétique, mixité et rendement système <b>5 points</b></li> </ul> </li> <li>• <b>Critère P2 - 25 points</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Organisation de l'équipe dédiée au contrat <b>15 points</b></li> <li>○ Détail et engagements sur l'organisation et l'ordonnancement des opérations de conduite, de maintenance préventive et curative, et organisation de l'astreinte <b>10 points</b></li> </ul> </li> <li>• <b>Critère P3 – 25 points</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Qualité et pertinence des pistes d'optimisation, présentation d'un calcul de temps de retour sur investissement <b>20 points</b></li> <li>○ Modélisation du solde P3 sur la durée du contrat <b>5 points</b></li> </ul> </li> <li>• <b>Vie du contrat : 25 points</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Présentation des interlocuteurs <b>1 point</b></li> <li>○ Procédure de retour d'information au maître d'ouvrage en clôture d'intervention <b>8 points</b></li> <li>○ Traçabilité (des interventions, du suivi, des travaux, des</li> </ul> </li> </ul>	50 %

<p>relevés, de la présence) <b>8 points</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Exemple de rapport d'exploitation et des documents technique de suivi <b>8 points</b></li> </ul> <p><i>L'ensemble des attentes ainsi que la description de la notation de ces critères est décrite en annexe 2 du présent RC dans le document « Trame de Mémoire Technique (TMT) »</i></p>	
<p><b>Démarche RSE</b></p> <p><b>Définition et appréciation du critère : Critère noté sur 100 points et apprécié à partir de la <u>note de démarche RSE pour les prestations confiées</u>, portant notamment sur les éléments suivants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Politique de limitation d'émission de gaz à effet de serre applicable aux déplacements</li> <li>- Démarche d'allègement de l'impact carbone des flux numériques</li> <li>- Démarche en matière d'égalité professionnelle, de diversité et de bien-être au travail</li> <li>- Utilisation de produits et de procédés écoresponsables</li> <li>- Gestion des déchets et recyclage</li> <li>- Formation et sensibilisation du personnel</li> <li>- Performance énergétique et réduction de l'empreinte carbone</li> <li>- Modes d'intervention et suivi de la performance</li> </ul>	10%

### Précisions sur l'analyse des offres :

#### Rappel :

L'ensemble des attentes ainsi que la description de la notation de ces critères est décrite en annexe du présent RC dans le document «Trame de Mémoire Technique (TMT) ».

L'appréciation de la valeur technique conduit à une notation des offres régulières sur 100.

Après notation individuelle de chaque offre, si aucune d'entre elle n'obtient la note maximale de 100/100, la meilleure offre technique se verra automatiquement attribuée la note maximale de 100/100. Les notes suivantes seront elles aussi revalorisées, selon une règle de 3, par référence à la meilleure note.

L'appréciation de la démarche RSE conduit à une notation des offres régulières sur 100.

Après notation individuelle de chaque offre, si aucune d'entre elle n'obtient la note maximale de 100/100, la meilleure offre RSE se verra automatiquement attribuée la note maximale de 100/100. Les notes suivantes seront elles aussi revalorisées, selon une règle de 3, par référence à la meilleure note.

#### Rectification des offres :

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Dans le cas de prix forfaitaire, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, sont constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois si le prestataire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire.

### 6.3 Attribution du marché

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, **la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.**

Aussi, seul le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir l'acte d'engagement revêtu d'une signature, de préférence électronique, du représentant légal ayant le pouvoir d'engager la société.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur renseignera les différentes rubriques de l'acte d'engagement avant de l'adresser, non revêtu de sa signature, à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché. Celui-ci remplit alors les rubriques qui n'ont pu être renseignées par le pouvoir adjudicateur, le signe et le retourne à ce dernier.

Si l'opérateur économique se présente seul, l'acte d'engagement doit être signé par le candidat individuel.

En cas de groupement, l'acte d'engagement doit être signé :

- Soit par tous les membres du groupement, en l'absence de mandataire habilité à signer l'offre du groupement ;
- Soit par le mandataire qui a reçu mandat pour signer l'offre du groupement ; les pouvoirs émanant des autres membres du groupement doivent alors être produits en annexe de l'acte d'engagement.

En cas de sous-traitance, merci de renseigner également le DC4 (formulaire de la DAJ mise à jour la plus récente).

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 5 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, **l'Agence de l'eau Rhin-Meuse met gracieusement à sa disposition une plate-forme en ligne e-attestations.com** qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs préalables à la notification. Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification pour y accéder. L'Agence n'acceptera pas d'autres mode de transmission des pièces précitées.

**Par ailleurs, dans le cadre de ses engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), l'Agence de l'eau Rhin-Meuse souhaite affiner l'évaluation RSE de**

ses tiers, Cette démarche est automatiquement réalisée, postérieurement à l'attribution du marché, via la plate-forme E-Attestations. Aussi, le titulaire pressenti sera également **invité** à compléter le questionnaire de maturité de sa démarche RSE accessible en ligne sur la plate-forme.

## 7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

### Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt) ;
- Format texte universel (.rtf) ;
- Format PDF (.pdf) ;
- Formats images (.gif, .jpg et .png) ;
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

### Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde :

- Soit par voie électronique ;
- Soit sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ;
- Soit sur support papier ;
- Soit par voie dématérialisée (conformément aux exigences fixées dans l'annexe 8 du Code de la commande publique suite à l'arrêté du 14 avril 2023).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée par voie électronique, est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique, ainsi que de l'arrêté du 14 avril 2023 (annexe 8 du Code de la commande publique).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée sur support papier ou sur support physique électronique, doit être transmise sous pli scellé, comporter obligatoirement la mention : «

*copie de sauvegarde* », ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse ci-dessous :

Agence de l'eau Rhin-Meuse  
Direction des Achats et du Patrimoine  
Chemin du Longeau  
BP 30019  
57160 ROZERIEULLES

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

## **8. Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

Seules les demandes adressées au moins 10 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

# ANNEXE : EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

## Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

### **- Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue » - Aucun justificatif à fournir**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

### **- Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir**

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant au pouvoir adjudicateur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

- a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de

certification) ;

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

**- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir**

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

**- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir**

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;

b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires. →